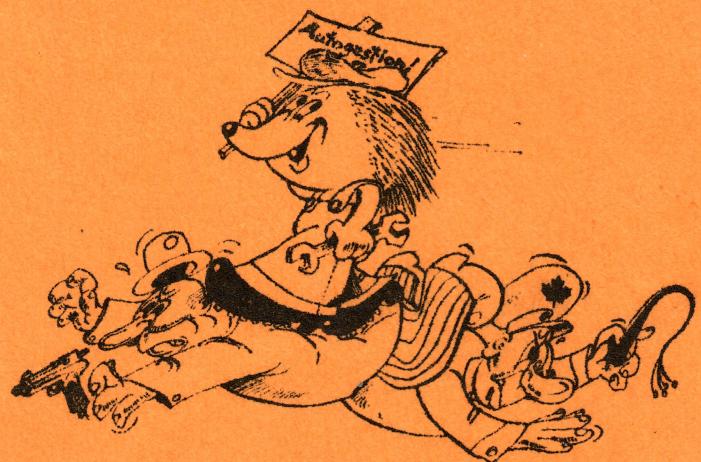


504

LE PROJET LIBERTAIRE : pour un syndicat anarchiste



PREFACE

Aujourd'hui, la classe ouvrière et ses organisations syndicales sont dominés par les fractions politiques sociales démocrates qui ont introduit dans le mouvement ouvrier l'idéologie et la pratique réformiste: électoralisme, action parlementaire, passage pacifique au "socialisme", voire même collaboration de classe. La rencontre tripartite organisée par le P.Q., et à laquelle les syndicats participèrent d'emblée, illustre bien cet état de fait. Face à cela, l'extrême-gauche leniniste s'efforce d'être une alternative valable.

Hypnotisés par les schémas de la révolution russe, ils appliquent à la société industrielle développée la même démarche que les bolchéviks appliquaient à la Russie sous-développée et où le prolétariat, embryonnaire, était sans tradition d'organisation permanente.

Les néo-bolchéviks d'aujourd'hui se trompent tout simplement de révolution, et cela sur plusieurs points:

- Du point de vue de leur théorie, qui offre ce paradoxe de se prétendre la théorie d'une classe (le prolétariat) mais élaborée par des individus d'une autre classe, les intellectuels bourgeois.
- Du point de vue de l'organisation, qui se prétend l'organisation d'une classe, mais dirigées par des individus d'une autre classe.
- Du point de vue de la stratégie politique qui prétend aboutir à la destruction du capitalisme mais qui mène en fait la révolution à la forme la plus poussée, la plus concentrée du capitalisme: le capitalisme d'Etat.

C'est la théorie de classe de l'intelligentsia petite-bourgeoisie radicalisée, sans possibilité d'accéder à la propriété et au pouvoir dans le cadre d'une société dominée par le capitalisme monopoliste (national ou étranger) et qui ne voit de perspective que dans le capitalisme d'Etat et dans la propriété oligarchique des moyens de production.

Depuis quelques temps, certains leaders syndicaux parlent timidement de regroupement syndical, voire même de centrale unique. Dans les circonstances actuelles, un tel regroupement ne peut mener qu'à une plus grande bureaucratisation du mouvement syndical.

Ce pamphlet n'a pour but que de susciter une discussion autour de la part que les syndicats peuvent prendre dans la transformation syndicale.

Pour le plus grand nombre de militants se proclamant socialistes et révolutionnaires, le problème actuel du mouvement ouvrier est une question de direction; c'est là l'essentiel de l'analyse du célèbre "Programme de transition" de Trotsky: la IIIème Internationale a failli avec l'instauration de la bureaucratie en U.R.S.S. qui est devenue un Etat ouvrier-dégénéré, mais qui conserve malgré tout des caractères socialistes avec les "conquêtes d'octobre", la nationalisation, la planification et le monopole du commerce extérieur. Il faut donc reconstruire une nouvelle internationale, réellement révolutionnaire celle-là, qui sera l'organisation dirigeante de la révolution mondiale selon le classique schéma à trois étages: la classe, le syndicat-école du socialisme, le parti qui seul pourra briser l'Etat et le capitalisme parce qu'il aura réuni l'avant-garde, la partie la plus consciente et la plus dynamique des travailleurs.

Cette conception nous semble entachée d'un certain nombre d'erreurs, sur trois plans.

1. Cette direction est revendiquée par les partis d'avant-garde au nom de leur "science socialiste", à la fois tactique, stratégique et théorique. C'est implicitement nier aux travailleurs la possibilité de se créer en classe sociale, en sujet agissant; les travailleurs sont pour ces camarades une plèbe; l'histoire du mouvement ouvrier est la négation vivante de cette théorie, nous y reviendrons.

2. Dans la réalité des faits, les partis d'avant-garde ne sont pas en leur majorité animés par des travailleurs. La conscience socialiste devant être "apportée du dehors", c'est au-dehors du prolétariat que l'ouvrier révolutionnaire doit former son intelligence et affirmer sa conviction. Et dans cette formation est inclus le devoir de se mettre à l'école "des intellectuels bourgeois venus au socialisme", lequel n'est pas né des aspirations et de la pratique ouvrières mais jailli de la réflexion de ces mêmes intellectuels.

3. Le danger subsiste de voir capté un bouleversement social par ces mêmes partis d'avant-garde lesquels pourraient se transformer encore une fois en nouvelle classe.

A cette conception, nous opposons le syndicalisme révolutionnaire, ou anarchosyndicalisme.

Le syndicalisme, de la Première Internationale à aujourd'hui, est sans aucun doute le produit de la lutte des travailleurs contre l'oppression et l'exploitation; nous le pensons supérieur en qualité aux partis politiques, à tous les partis politiques, "réformistes" ou "révolutionnaires".

1. Il n'est formé que des travailleurs; basé sur l'intérêt objectif, il peut permettre de réunir en son sein des individus ayant des opinions différentes, à condition qu'il respecte le "contrat" de la démocratie syndicale. Il donne en outre aux travailleurs intellectuels toute leur place, mais rien que leur place.

2. Par la pratique de la revendication quotidienne liée à un objectif de transformation sociale, il permet de dépasser le conflit réforme ou révolution, conflit insoluble dans toute autre forme d'organisation.

3. Par sa structure organique fédérative verticale, par syndicat et fédération d'industrie et horizontale par unions locales départementales et régionales, il préfigure le schéma de la société socialiste, en même temps que par la démocratie directe des sections syndicales et la fédéralisme de son processus de décision il anticipe et prépare ce qui pourrait être une véritable démocratie socialiste.

Par sa vie interne et par ses structures, le syndicalisme ne pose pas le problème du mouvement ouvrier en termes de direction, mais en un long processus d'auto-organisation et d'auto-formation. Il peut et il doit le poser à tous les niveaux local, régional et international, dans tous les domaines, celui de l'action revendicative à court terme et du processus de transformation sociale, pratiquement et théoriquement.

Nous ne considérons pas que la "théorie" socialiste soit figée et définitive; elle ne peut être que la résultante des expériences de la classe ouvrière internationale; mais une filiation existe de l'A.I.T. de 1964 au syndicalisme de 1906, aux conseils ouvriers, paysans et soldats de 1905 et 1917, à l'anarcho-syndicalisme de la révolution espagnole jusqu'au socialisme autogestionnaire d'aujourd'hui, c'est toujours le même projet qui rejaillit des profondeurs mêmes du prolétariat lorsqu'il peut librement théoriser sa pratique et ses aspirations.

Qu'on le nomme syndicalisme révolutionnaire, anarchosyndicalisme, socialisme autogestionnaire n'a que peu d'importance, il est l'authentique théorie de classe des travailleurs, celle qui veut construire une société de paix, de bien-être et de liberté, un monde sans classes et sans Etat.

DECLARATION DE PRINCIPE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS, NOUVELLE MANIERE (1922-1923), extraits de "l'Encyclopédie anarchiste"

Association internationale des travailleurs. Déclaration de principe adoptée au congrès constitutif des syndicalistes révolutionnaires, à Berlin, du 25 décembre 1922 au 2 janvier 1923.

Etaient représentées des organisations syndicales révolutionnaires de l'Argentine, du Chili, du Danemark, de l'Allemagne, de la France (Comité de défense syndicaliste), de la Hollande, de l'Italie, du Mexique, de la Norvège, du Portugal, de la Russie (Minorité), de la Suède, de l'Espagne, de la Tchécoslovaquie (Minorité).

I - INTRODUCTION

La lutte séculaire entre exploités et exploiteurs a pris une ampleur menaçante. Le capital tout puissant, chancelant pour un moment après la guerre mondiale et dévastatrice, surtout après la grande révolution russe et les révoltes - bien que moins importantes - de la Hongrie et de l'Allemagne, relève sa tête hideuse. Malgré les luttes intestines qui déchirent la bourgeoisie et le capitalisme cosmopolite, ces derniers sont en bonne voie pour s'entendre afin de se jeter avec plus d'union et plus de force sur la classe ouvrière et l'attacher au chariot triomphant du capital.

Le capitalisme s'organise, et de la défensive dans laquelle il s'est repassé à l'offensive sur tous les fronts contre la classe ouvrière épuisée par les guerres sanglantes et les révoltes manquées.

Cette origine a son origine profonde dans deux causes bien déterminées: d'abord la confusion des idées et des principes, qui existe dans les rangs du mouvement ouvrier, le manque de clarté et de cohésion sur les buts actuels et futurs de la classe ouvrière; la division en camps innombrables, souvent ennemis; en un mot la faiblesse et la désorganisation du mouvement ouvrier. Ensuite et surtout la déroute subséquente de la révolution russe qui, au moment de son éclosion, en raison même des grands principes énoncés par elle en novembre 1917, avait soulevé les plus grands espoirs chez tous les prolétaires du monde, et qui est retombé au rang d'une révolution politique ayant servi à maintenir la conquête du pouvoir étatiste aux mains du parti communiste, dont le seul but est de monopoliser dans ses mains toute la vie économique, politique et sociale du pays. Cette déviation d'une révolution sociale en une révolution politique a eu pour résultat une hypertrophie du socialisme étatiste dont la conséquence a été le développement d'un système capitaliste aussi exploiteur et aussi dominateur que tout autre système d'origine bourgeoise. La nécessité de rétablir le capitalisme en Russie a été l'enjeu du capitalisme mondial. Le socialisme étatiste, dénommé "communiste", a sauvé le capitalisme bourgeois en faisant appel à son aide pour ... sauver la révolution!

C'est ainsi que, grâce à ces deux éléments désorganisateurs - la confusion dans les rangs du prolétariat et le bolchévisme capitaliste - le gros capital industriel et foncier sent ses forces s'accroître et ses chances de renaissance augmenter.

Contre cette attaque serrée et internationale des exploiteurs de tout aloi, il ne reste qu'un seul moyen: c'est l'organisation immédiate de l'armée prolétarienne dans un organisme de lutte embrassant tous les ouvriers révolutionnaires de tous les pays en un bloc granitique, contre lequel viendraient se briser toutes les entreprises capitalistes et qui finirait par les écraser sous son poids immense.

Plusieurs tentatives ont déjà été faites dans ce sens. Deux de ces tentatives espèrent encore y réussir: ce sont les deux Internationales dites d'Amsterdam et de Moscou; mais les deux portent en elles le germe empoisonnant et autodestructeur. L'Internationale d'Amsterdam, perdue dans le réformisme, considère que la seule solution du problème social réside dans la collaboration de classes, dans la cohabitation du Travail et du Capital et dans la révolution pacifique patiemment attendue et réalisée, sans violence ni lutte, avec le consentement et l'approbation de la bourgeoisie. L'Internationale de Moscou, de son côté, considère que le Parti Communiste est l'arbitre suprême de toute révolution, et que ce n'est que sous la férule de ce parti que les révolutions à venir devront être déclenchées et consommées.

Il est à regretter que dans les rangs du prolétariat révolutionnaire conscient et organisé il existe encore des tendances supportant ce qui, en théorie comme en pratique, ne pouvait plus tenir debout: l'organisation de l'Etat, c'est-à-dire l'organisation de l'esclavage, du salariat, de la police, de l'armée, du joug politique; en un mot de la soi-disant dictature du prolétariat qui ne peut être autre chose qu'un frien à la force expopriatrice directe et qu'une suppression de la souveraineté réelle de la classe ouvrière et qui devient, par là, la dictature de fer d'une clique politique sur le prolétariat. C'est l'hégémonie du

communisme autoritaire, c'est-à-dire la pire forme de l'autoritarisme, du césarisme en politique, de la complète destruction de l'individu.

Contre l'offensive du Capital d'un côté, contre les politiciens de toute envergure de l'autre, les ouvriers révolutionnaires du monde doivent donc dresser une vraie association internationale des travailleurs dont chaque membre saura que l'émancipation finale des travailleurs ne sera possible que lorsque les travailleurs eux-mêmes en tant que travailleurs, dans leurs organisations économiques, seront préparés non seulement à prendre possession de la terre et des usines, mais aussi à les gérer en commun et faire de telle sorte qu'ils soient en état de continuer la production.

Avec cette perspective devant lui, le Congrès international des Syndicalistes révolutionnaires, réuni à Berlin en décembre 1922, déclare sienne la déclaration de principe suivante, élaborée par la Conférence préalable des Syndicalistes révolutionnaires (juin 1922)

II - PRINCIPES DU SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE

"1. Le syndicalisme révolutionnaire, se basant sur la lutte de classe, tend à l'union de tous les travailleurs manuels et intellectuels dans des organisations économiques de combat luttant pour leur affranchissement du joug du salariat et de l'oppression de l'Etat. Son but consiste en la réorganisation de la vie sociale sur la base du communisme libre, au moyen de l'action révolutionnaire de la classe ouvrière elle-même. Il considère que seules les organisations économiques du prolétariat sont capables de réaliser ce but, et s'adresse, par conséquent, aux ouvriers, en leur qualité de producteurs et de créateurs des richesses sociales, en opposition aux partis politiques ouvriers modernes qui ne peuvent jamais être considérés du point de vue de la reorganisation économique.

2. Le syndicalisme révolutionnaire est ennemi convaincu de tout monopole économique et social, et tend vers leur abolition au moyen de communes économiques et d'organes administratifs des ouvriers des champs et des usines sur la base d'un système libre de Conseils affranchis de toute subordination à tout pouvoir ou partie politique. Il érige contre la politique de l'Etat et des partis l'organisation économique du travail; contre le gouvernement des hommes, la gestion des choses. Il n'a pas, par conséquent, pour but la conquête des pouvoirs politiques mais l'abolition de toute fonction étatiste dans la vie sociale. Il considère qu'avec le monopole de la propriété doit aussi disparaître le monopole de la domination, et que toute forme d'Etat, la forme de la "dictature du prolétariat" y comprise, ne peut jamais être un instrument d'affranchissement, mais sera toujours créateur de nouveaux monopoles et de nouveaux priviléges.

3. La double tâche du syndicalisme révolutionnaire est la suivante: d'un côté il poursuit la lutte révolutionnaire quotidienne pour l'amélioration économique, sociale et intellectuelle de la classe ouvrière dans les cadres de la société actuelle. De l'autre côté, son but final est d'élever les masses à la gestion indépendante de la production et de la distribution, ainsi qu'à la prise de possession de toutes les ramifications de la vie sociale. Il est convaincu que l'organisation d'un système économique reposant, de la base au

faite, sur le producteur ne peut jamais être réglée par des décrets gouvernementaux, mais seulement par l'action commune de tous les travailleurs manuels et intellectuels dans chaque branche d'industrie, par la gestion des fabriques par les producteurs eux-mêmes sous une forme telle que chaque groupement, usine ou branche d'industrie soit un membre autonome de l'organisme économique général et développe systématiquement sur un plan déterminé et sur la base d'accords mutuels la production et la distribution dans l'intérêt de toute la communauté.

4. Le syndicalisme révolutionnaire est opposé à toute tendance et organisation centralistes qui ne sont qu'empruntées à l'Etat et à l'Eglise et qui étouffent méthodiquement tout esprit d'initiative et toute pensée indépendante. Le centralisme est l'organisation artificielle de haut en bas qui remet en bloc, aux mains d'une poignée, la réglementation des affaires de toute la communauté. L'individu ne devient alors qu'un automate dirigé et mis en mouvement d'en haut. Les intérêts de la communauté font place aux priviléges de quelques-uns; la diversité est remplacée par l'uniformité, la responsabilité personnelle fait place à la discipline inanimée; le dressage remplace l'éducation. C'est pour cette raison que le syndicalisme révolutionnaire se place sur le point de vue de l'organisation fédéraliste, c'est-à-dire de l'organisation de bas en haut, de l'union libre de toutes les forces sur la base des idées et intérêts communs.

5. Le syndicalisme révolutionnaire rejette toute activité parlementaire et toute collaboration avec les organismes législatifs. Le suffrage le plus libre ne peut faire disparaître les contradictions flagrantes existant au sein de la société actuelle; le système parlementaire n'a qu'un seul but, celui de prêter un simulacre de droit légal au règne du mensonge et de l'injustice sociale; amener les esclaves à apposer le sceau de la loi à leur propre esclavage.

6. Le syndicalisme révolutionnaire rejette toutes les frontières politiques et nationales arbitrairement fixées et ne voit dans le nationalisme que la religion de l'Etat moderne, derrière laquelle se cachent les intérêts matériels des classes possédantes. Il ne reconnaît que les différences d'ordre régional et exige pour tout groupement le droit de sa propre détermination en accord solidaire avec toutes les autres associations d'ordre économique, régional ou national.

7. C'est pour les mêmes raisons que le syndicalisme révolutionnaire combat le militarisme sous toutes ses formes et considère la propagande anti-militariste comme une de ses tâches les plus importantes dans la lutte contre le système actuel. En première ligne, il faut considérer le refus individuel et, surtout, le boycottage organisé contre la fabrication du matériel de guerre.

8. Le syndicalisme révolutionnaire se place sur le terrain de l'action directe et soutient toutes les luttes qui ne sont pas en contradiction avec ses buts: l'abolition du monopole économique et de la domination de l'Etat. Les moyens de lutte sont: la grève, le boycottage, le cabotage, etc... L'action directe trouve son expression la plus profonde dans la grève générale qui, en même temps, doit être, du point de vue du syndicalisme révolutionnaire, le prélude de la révolution sociale.

9. Ennemis de toute violence organisée entre les mains d'un gouvernement quelconque, les syndicalistes n'oublient pas que les

luttes décisives entre le capitalisme d'aujourd'hui et le communisme libre de demain ne se passeront pas sans collisions sérieuses. Ils reconnaissent, par conséquent, la violence comme moyen de défense contre les méthodes de violence des classes régnantes dans la lutte pour l'expropriation des moyens de production et de la terre par le peuple révolutionnaire. Tout comme cette expropriation ne peut être commencée et menée à bonne fin que par les organisations économiques révolutionnaires des travailleurs, la défense de la révolution doit aussi se trouver dans les mains de ces organismes économiques et non dans celles d'une organisation militaire ou autre oeuvrant en dehors de ces organes économiques.

10. Ce n'est que dans les organisations économiques révolutionnaires de la classe ouvrière que se trouve la force capable de réaliser son affranchissement et l'énergie créatrice nécessaire pour la réorganisation de la société sur la base du communisme libre."

APERCUS THEORIQUES

" ... Le socialisme est issu des profondeurs mêmes du peuple. Si quelques penseurs, issus de la bourgeoisie, sont venus lui apporter la sanction de la science et l'appui de la philosophie, le fond des idées qu'ils ont énoncées n'en est pas moins un produit de l'esprit collectif du peuple travailleur. Ce socialisme rationnel de l'Internationale, qui fait aujourd'hui notre meilleure force, n'a-t-il pas été élaboré dans les organisations ouvrières, sous l'influence directe des masses? Et les quelques écrivains qui ont prêté leur concours à ce travail d'élaboration ont-ils fait autre chose que de trouver la formule des aspirations qui déjà se faisaient jour parmi les ouvriers?" P. Kropotkine, "Les temps nouveaux" 1913.

L'ORGANISATION DE LA CLASSE OUVRIERE

I - L'ANARCHO-SYNDICALISME ET LA CAPACITE POLITIQUE DE LA CLASSE OUVRIERE

Un des problèmes les plus importants qui se posent aux socialistes est de déterminer comment naît ce qu'on appelle la "conscience de classe" parmi les travailleurs; c'est-à-dire comment devient consciente la conviction en tant qu'individu d'appartenir à un groupe social déterminé, d'avoir des intérêts semblables avec les autres membres de ce groupe social et que ces intérêts s'opposent à d'autres intérêts de classe.

Pour la plus grande majorité des travailleurs, cette prise de conscience vient directement de la situation sociale qu'ils vivent quotidiennement; elle est le produit direct de l'exploitation et de l'oppression. Des groupes de base se constituent à partir d'individus solidaires contre l'axe d'exploitation et d'oppression le plus profondément ressenti et donc vécu. Quand la solidarité s'ajoute à la révolte, le désir de s'organiser apparaît et c'est à travers l'organisation de classe et de masse qui se constitue progressivement que la classe ouvrière devient sujet, c'est-à-dire capable d'actions et de pensées autonomes.

La conscience de classe vient de la situation sociale et de l'action menée pour la modifier; il y a donc antériorité de la pratique sur la théorie. Sans doute existe-t-il un rapport dialectique entre théorie et pratique. Si le théoricien joue un rôle, il faut considérer celui-ci comme une forme de pratique; il ne fait que participer à un mouvement qui le dépasse: "Agir, c'est toujours penser; dire, c'est faire", comme disait Proudhon. Son rôle est donc

de dégager de la pratique des classes sociales les idées qui lui sont immanentes. Ainsi il n'invente rien, c'est toujours le prolétariat qui est le créateur de sa propre théorie; mais une expression cohérente de la théorie révolutionnaire constitue un moment décisif et nécessaire du processus révolutionnaire.

Cette affirmation des anarcho-syndicalistes de la capacité de la classe ouvrière d'assurer sa propre émancipation constitue l'opposition fondamentale et irréductible qui les sépare de certains socialistes et particulièrement des marxistes-léninistes. Ces derniers affirment que la conscience de classe ne peut venir que de l'extérieur (1), ne peut qu'être apportée "du dehors" de la lutte réelle des travailleurs par des éléments "avancés" de la bourgeoisie passés dans le camp du socialisme.

La classe ouvrière qui à travers ses luttes prend conscience d'elle-même et élabore sa propre théorie doit forger son outil organisationnel.

II - L'ORGANISATION DES TRAVAILLEURS

Dans la mesure où on considère que le prolétariat acquiert la conscience politique par l'expérience de la lutte des classes, les minorités conscientes n'exercent pas un rôle de direction (2), mais une fonction de "catalyseur"; on mettra l'accent sur l'initiative des masses à condition qu'elles organisées dans une structure qui permette à cette initiative de s'exercer: c'est-à-dire le prolétariat organisé en classe.

-
- (1) L'histoire de tous les pays atteste que la classe ouvrière, livrée à ses seules forces, ne peut arriver qu'à la conscience trade-unioniste, c'est-à-dire à la conviction de la nécessité de s'unir en syndicat, de mener la lutte contre les patrons, de réclamer du gouvernement telle ou telle loi nécessaire aux pouvoirs... Quant à la doctrine du socialisme, elle a surgi des théories philosophiques, historiques, économiques élaborées par des représentants instruits des classes possédantes, les intellectuels. Par leur situation sociale, les fondateurs du socialisme, scientifique contemporain, Marx et Engels, étaient des intellectuels bourgeois. De même, en Russie, la doctrine théorique de la social-démocratie surgit indépendamment de la croissance spontanée du mouvement ouvrier; elle fut le résultat naturel et fatal du développement de la pensée chez les intellectuels révolutionnaires socialistes. (Lénine, IV, 384-5)
Le mouvement ouvrier spontané, c'est le trade-unionisme ... le trade-unionisme, c'est justement l'asservissement idéologique des ouvriers par la bourgeoisie. ("Que faire")
Le porteur de la science n'est pas le prolétariat, mais la catégorie des intellectuels bourgeois; c'est en effet dans le cerveau de certains individus de cette catégorie qu'est né le socialisme contemporain et c'est par eux qu'il a été communiqué aux prolétaires intellectuellement les plus développés qui l'introduisirent ensuite dans la lutte de classes du prolétariat là où les conditions le permettaient. Ainsi donc la conscience socialiste est un élément importé du dehors dans la lutte de classe du prolétariat, et non quelque chose qui en surgit spontanément. (Kautsky, "Les Trois Sources du Marxisme", cité par Lénine)
(Extraits de "Solidarité ouvrière" no. 15-16, juillet-août 1972)
- (2) "Nous n'avons pas seulement en vue de préparer une révolution qui soit une simple transmission de pouvoirs. Nous voulons habituer

Les nécessités de la lutte conduisent à la recherche d'une coordination, ce qui amène les groupes de base à se fédérer aussi bien sur le plan géographique qu'industriel, et cela à tous les niveaux; c'est la naissance de l'organisation syndicale.

Cette organisation, outil pour l'émancipation des travailleurs, ne doit pas reproduire dans son mode d'organisation les formes de la société dominante (autorité, isolement des individus, démission devant le "savoir", la "culture", etc...) sous peine de se condamner à l'impuissance et de devenir un nouveau moyen de domination.

Au contraire, elle doit présenter un certain nombre de caractéristiques clés:

- absence de monopolisation des pouvoirs dans l'organisation,
- responsabilités résultant des mandats contrôlés par les structures de base,
- révocabilité des responsables,
- les décisions prises n'ont pas force de loi; les minoritaires sur une question donnée (groupes ou individus) sont simplement tenus de ne pas s'opposer à son application.

L'action de l'organisation de la classe ouvrière doit être la manifestation - spontanée ou réfléchie - de la conscience et de la volonté ouvrière, sans intervention d'agents extérieurs; c'est la conséquence du fait que la classe ouvrière n'attend rien des hommes, des puissances ou des forces extérieures à elle-même, car elle crée ses propres conditions de lutte et puise en soi ses propres moyens d'action. C'est ce qui a été appelé "action directe" qui, contrairement à l'idée généralement répondue, n'a rien à voir avec l'utilisation systématique de la violence, celle-ci n'étant qu'affaire de circonstances (1).

De ce qui précède découle que rien n'est étranger à l'organisation de la classe ouvrière, et que toutes les formes de la lutte ouvrière doivent être prises en charge par elle.

De fait, les structures de l'organisation de classe préfigurent celles de la société qu'elle projette de réaliser.

Pour nous, anarchosyndicalistes, l'organisation de la classe ouvrière, c'est le syndicat:

- il est constitué sur une base de classe: ses adhérents sont tous les travailleurs salariés, et tous les travailleurs salariés peuvent y adhérer sans "a-priorisme" idéologique,
- son mode de fonctionnement est fédéraliste,
- son champ d'action et ses modes d'action sont sous la responsabilité directe des travailleurs,

Cependant, quand une ou plusieurs idéologies définies à l'extérieur de la classe ouvrière sont imposées dans l'organisation syndicale, cet état de fait conduit à une déviation remettant en cause la nature même de l'organisation. Les représentants des partis présents dans l'organisation interdisent à celle-ci un certain nombre de

le prolétariat à se passer de gouvernants. Nous devons donc conseiller, instruire, mais non diriger". F. Pelloutier, registre des délibérations du comité fédéral des Bourses du travail, 11 octobre 1895.

(1) "Le camarade Pelloutier appuie cette tactique, (l'action directe) car c'est seulement par l'action personnelle que les travailleurs pourront obtenir les améliorations qu'ils désirent. Il faut donc encourager tout ce qui tend à l'effort direct, tout ce qui est de nature à faire naître l'esprit d'initiative et l'énergie, faire comprendre en un mot, au prolétariat qu'il doit exclusivement compter sur lui-même." Ibid., 27 novembre 1896.

domaines et réservent à leurs partis la conception d'un projet de société, la prise de pouvoir et la gestion des affaires, il s'ensuit la constitution de fractions, l'un, parfois, s'emparant complètement de l'organisation pour la mettre sous le contrôle du parti.

III - DOMAINE D'ACTION ET DE REFLEXION

L'organisation de classe et de masse a pour objectifs d'une part la défense des revendications des travailleurs, d'autre part leur émancipation.

Elle agit dans tous les domaines où s'exerce l'exploitation et/ou l'aliénation des travailleurs (production consommation, éducation, loisirs, armée, "écologie"-environnement, sexualité, etc...). Seule une organisation de masse et de classe peut confondre sa réflexion collective aux actions et aux revendications dans tous les domaines, ce qui lui permet d'élaborer un projet global cohérent et les moyens de le mettre en oeuvre.

IV - RELATIONS AVEC LES ORGANISATIONS DE CITOYENS

a) Les groupements de fait

Ces groupements se fondent sur la constatation d'une aliénation et/ou d'une exploitation spécifique (groupes de femmes, d'étudiants, de consommateurs, mouvements écologiques, régionalistes, objecteurs de conscience, minorités sexuelles, etc...). Leur pratique et leur réflexion autonomes les amènent souvent à ressentir la nécessité de globaliser leur problème, et donc d'établir des relations avec le mouvement ouvrier.

L'organisation syndicale, si elle n'a pas une réflexion collective dans les domaines en question, soit se décharge de sa responsabilité politique sur ces groupes qu'elle considère comme autant de spécialistes, soit refuse de s'associer à ces nouvelles formes de luttes.

Si, au contraire, l'organisation a déjà entamé une réflexion collective, l'apport des groupements de fait sera valorisé par le mouvement ouvrier et permettra une actualisation constante du projet socialiste.

b) Les partis politiques (de gauche ou d'extrême gauche)

Ils sont constitués de citoyens adhérents d'une idéologie fixée "à priori" (1); dans la vision du monde d'un adhèrent à un parti politique; chaque citoyen est obligé de soutenir une idéologie ou un autre, et par conséquent de souhaiter que celle-ci triomphe. Ainsi les partis ont pour but d'imposer (par les urnes, les armes, le viol des foules, etc...) leur programme.

Leur vocation affirmée de gestionnaire les conduit tout naturellement à vouloir s'emparer de l'appareil d'Etat: ils sont par nature autoritaires.

En outre, l'influence en leur sein des "nantis de la culture" (étudiants, professeurs, professions libérales, curés, etc...) étant toujours prédominante, ils servent objectivement les intérêts de la petite bourgeoisie.

(1) Les sociologues considèrent les partis politiques comme des groupements de fait, qui se déterminent par rapport au pouvoir d'Etat ou à l'Etat.

Le plus souvent, les partis politiques sont peu de chose par rapport à l'état des forces en présence dans la société, ce qui explique qu'ils agissent par l'intermédiaire des différents mouvements de masse qu'ils tentent de contrôler et se livrent à l'action parlementaire, pour agir par l'intermédiaire de l'appareil d'Etat.

Leur nature, leur composition sociale et leur stratégie les différencient et les opposent radicalement au mouvement syndical, même s'ils affichent des objectifs semblables; il ne peut donc y avoir que des accords tactiques limités en temps, en lieu et en circonstances entre partis et syndicats et en aucun cas "partage des Taches" ni collaboration, ou liaison organique.

STRATEGIE DE L'ORGANISATION

I - L'ETAT DE LA QUESTION

Trois grandes thèses dominent le mouvement socialiste sur la question de la stratégie de l'organisation pour le passage au socialisme.

1) La thèse réformiste: conquête du pouvoir législatif d'Etat par des élections; formation d'un gouvernement socialiste qui promulgue des lois favorisant la prise de contrôle des travailleurs sur la gestion et la propriété collective des moyens de production; de proche en proche, le capitalisme est exproprié pacifiquement. Pour nous, cette thèse est utopique pour deux raisons essentielles, vérifiées hélas! par l'expérience historique:

- Si le gouvernement élu se dirige réellement vers des mesures d'inspiration socialiste, le capitalisme national et international réagira immédiatement par des mesures diverses - de la pression économique à l'intervention armée - qui mettront les choses à leur place exacte: la lutte entre travail et capital est fonction d'un rapport de forces. Les thèses réformistes de respect de la légalité et de passage pacifique au socialisme ne sont que de la poudre aux yeux, des travestissements qui voilent la dure réalité: depuis plus de cent cinquante ans, le capital menacé se défend avec toutes ses armes. (Chili)

Il n'est pas question pour nous ici d'exalter la violence et la guerre civile, pas plus que de prétendre que les travailleurs socialistes réformistes sont des traitres; nous pensons que la voie réformiste est une voie sans issue qui ne fait que perpétuer l'exploitation de l'homme par l'homme et qui démobilise les travailleurs par une analyse tronquée de la réalité.

- Le plus souvent, les gouvernements socialistes pris entre la réaction capitaliste et les poussées ouvrières louvoient et ne font rien d'autre que gérer le capitalisme jusqu'à leur renversement par la droite.

2) La thèse leniniste: destruction révolutionnaire de l'appareil d'Etat bourgeois et constitution d'un "Etat prolétarien" émanation des conseils des travailleurs; cela pour la propagande, en réalité la dictature du prolétariat a toujours été exercée par un ou plusieurs partis dits "d'avant-garde" dont les dirigeants sont des intellectuels passés au socialisme. Ainsi, le conseil des commissaires du peuple dans la Russie de 1917-1918 est issu des partis bolchévik et socialiste révolutionnaire de gauche et non pas du congrès panrusse des soviets. Nous pensons que le concept

de "dictature du prolétariat" est, en outre, source de confusion par son imprécision (1).

3) La thèse socialiste libertaire: les travailleurs, préalablement organisés en classe dans des organisations à base économique, brise l'Etat bourgeois par la grève générale insurrectionnelle et expropriatrice et immédiatement instaurent dans la production, l'échange et la distribution des rapports socio-économiques basés sur le fédéralisme et l'autogestion.

(1) L'expression "dictature du prolétariat", axe de propagande et forme transitoire de l'Etat révolutionnaire des marxistes révolutionnaires, a toujours été une incantation plus qu'un mot d'ordre ou un concept. Incantation dans la mesure où son écho devait donner naissance à des phantasmes de grand soir et de barricades, plutôt qu'un nom générique recouvrant un certain nombre d'idées précises sur les rapports réels entre la classe des travailleurs et ses organisations; entre les formes écono-mico-sociales que le prolétariat victorieux donnerait à la société en le chaos du capitalisme en voie de dispanition.

L'idée de dictature révolutionnaire naît tout naturellement des péripéties et de l'étude de la révolution française. La tradition jacobine inspire Blanqui lorsqu'il parle de "dictature de la plèbe", c'est-à-dire "... celle d'une minorité prolétarienne ultra-centralisée, appuyée sur une milice ouvrière armée, et gouvernant de Paris sans assemblée délibérante jusqu'à ce que par une éducation le champ proléttaire soit débarassé des mauvaises herbes bourgeois et monarchiques". (M. Collinet, "La tragédie du marxisme", Calmann-Lévy, édit.). Un régime économique modéré de transition accompagne cette dictature; en termes socialistes, la conception de Blanqui - et de Lénine qui aimait à se définir comme "un jacobin lié à la classe ouvrière" - c'est la conquête dictoriale du pouvoir d'Etat, mais non l'instauration du socialisme dans la mesure où la gestion ouvrière, et parfois l'expropriation, est rejeté vers une prise de conscience du prolétariat dans un lointain avenir. C'est un pouvoir se proclamant l'émanation - l'esprit - du prolétariat contrôlant dictorialement une société où existent encore l'échange en fonction de la valeur marchande, l'achat et la vente de la force de travail, quelquefois la propriété privée de certains moyens de production. Nous avons là un schéma qui s'est réalisé en 1921 en Russie, avec la N.E.P.

Cette notion de dictature du prolétariat - conquête par les partis dits "prolétariens" du pouvoir d'Etat - privilégie toujours le pouvoir politique des socialistes contre les mesures socialistes de prise en main de l'économie par les organisations de travailleurs; jusqu'à présent, cette stratégie a échoué dans la mesure où le socialisme est une modification des rapports socio-économiques de propriété, de gestion, de distribution et non la survivance de la forme capitaliste de ces rapports sous un gouvernement qui se dit socialiste.

A l'origine du mouvement anarcho-syndicaliste, des confusions ont existé dans les esprits, ainsi on peut lire dans le "Bulletin de la Fédération jurassienne" du 12 juillet 1874: Nous aussi, nous voulons la dictature du prolétariat pendant la période révolutionnaire. "Mais ... la dictature que nous

Pour résumer, on peut dire que dans la lutte préalable contre le capitalisme de l'Etat, les marxistes révolutionnaires tentent de construire un contre-Etat alors que les socialistes libertaires s'efforcent d'organiser une contre-société. Ce sont là des conceptions théoriques qui ont cours depuis environ un siècle; quelle est leur valeur aujourd'hui?

voulons, c'est celle que les masses insurgées exercent directement, sans l'intermédiaire d'aucun comité ni gouvernement. Nous ne voulons pas mettre la responsabilité de la révolution entre les mains de quelques hommes chargés de rendre des décrets que le peuple exécutera. Au lieu de ce système classique, qui aboutit à remettre le peuple sous un nouveau despotisme, notre voeu est de voir les masses insurgées agir par leur propre initiative, et substituer le fait révolutionnaire, expression directe de la volonté du peuple, au décret révolutionnaire, émanant d'une autorité chargée de gouverner la révolution ... "

Entre ces deux thèses: celle de l'organisation de "révolutionnaires professionnels" qui doit diriger le prolétariat au risque de créer de nouvelles formes d'exploitation et d'oppression et celle qui fait confiance à une spontanéité complète ou risque de l'échec par manque de coordination et de préparation, nous pensons que le syndicalisme révolutionnaire établit une synthèse: pas plus que le syndicalisme ne pose le problème du socialisme en terme de direction mais d'auto-formation, il ne le pose en terme de dictature. Au cours d'un exposé d'Edmond Maire sur le "socialisme démocratique" un contradicteur lui posa la question suivante: Supposez qu'un mouvement fasciste se développe, que ferez-vous? E. Maire répondit en trois points: - dans une société réellement socialiste et auto-gestionnaire un tel mouvement n'aurait que peu de possibilités de devenir puissant; en revanche, si un mouvement fasciste se développait, il faudrait en chercher les causes objectives et les rectifier dans la société; - dépourvu du soutien du grand capital exproprié, il n'aurait que les ressources de ses adhérents; - la répression policière, c'est-à-dire des interdictions administratives et des policiers spécialisés dans l'investigation et la répression, est dangereuse, car elle peut se retourner contre les travailleurs.

Nous pensons que cette réponse est bonne. Nous aurions ajouté que si la répression est dangereuse par l'appareil qu'elle exige et que le mouvement révolutionnaire doit éviter les attaques contre les personnes, la violence de masse contre les organisations contre-révolutionnaires s'impose: manifestations de masse contre les locaux et les imprimeries, contre-manifestations en direction des meetings et des rassemblements.

II - ROLE DU SYNDICALISME

Les crises récentes, souvent assez-courtes, mettent en lumière deux éléments qui sont:

- une carence du pouvoir central, constatée par toute la population, provoquée par un ébranlement économique, social, politique ou écologique,
- un niveau de conscience élevé dans la classe ouvrière organisée dans un mouvement de masse.

Cette constatation implique deux comportements:

Avant la crise: Le rôle essentiel du syndicalisme est pédagogique

- mémoire collective des expériences passées et présente du mouvement ouvrier,
- mise en responsabilité des groupes de base,
- abord collectif de tous les problèmes de la vie des travailleurs,
- élaboration collective d'une stratégie pour la période de crise.

Deux éléments sont d'une importance capitale: le prolétariat, par la discussion et l'action communes doit réaliser sa "synthèse de classe", c'est-à-dire unifier organiquement dans des syndicats d'industrie et consciemment les diverses couches de travailleurs: ouvriers manuels, techniciens, scientifiques et travailleurs du secteur tertiaire dans la conviction de leurs intérêts communs et pour ce faire agir incessamment pour ce que Pierre Besnard appelait les grandes revendications du prolétariat: réduction du temps de travail, réduction de l'éventail des salaries tendant vers le salaire unique, contrôle syndical de la production (1).

Le mouvement syndical doit être, en outre, réellement un mouvement de masse:

- développement numérique,
- coordination active à tous les niveaux, y compris au niveau international.

Pendant la crise: La carence du pouvoir entraîne des révoltes locales qui se multiplient très rapidement. Le rôle de l'organisation syndicale est de les encourager et de les coordonner entre elles, afin, en généralisant le mouvement, d'aller le plus vite possible le plus loin possible. Elle a pour objectif également de

(1) Le contrôle syndical de la production consiste, d'après P. Besnard, à organiser à côté de l'appareil de gestion patronal ou étatique des organismes ouvriers issus du syndicalisme, à tous les échelons, qui étudieront et feront connaître le fonctionnement réel de l'entreprise ou de l'administration, analyseront les bilans, les sources de matière première, les débouchés, etc... Dans la conception de ce théoricien du syndicalisme révolutionnaire, leur rôle serait essentiellement pédagogique et préparerait dans chaque usine, atelier, bureau l'autogestion.

L'Alliance syndicaliste a repris les idées de Besnard dans son "Manifeste":

" - constitution immédiate dans les entreprises privées ou publiques de conseils de contrôle de la production et d'apprentissage de gestion, indépendants du patronat et de l'Etat.

" - fédération des conseils parallèles de gestion, afin de connaître le processus de production et de pouvoir le contrôler lors de la suppression du patronat et du salariat."

transformer ces mouvements de révolte en actions révolutionnaires conscientes, c'est-à-dire qui s'attaquent aux rapports socio-économiques existants (prise en charge de la production, de la distribution, des échanges, des services, et dans les campagnes, socialisation de la propriété là où c'est possible). Elle devra également combattre toute tentative d'encadrement autoritaire de l'action - qui se situe le plus souvent en retrait - lequel a pour effet de démobiliser les masses et de faire ainsi le jeu de la réaction.

L'expérience - particulièrement de la guerre civile espagnole - nous montre que le mouvement ouvrier peut être amené à combattre la réaction les armes à la main. Cette lutte peut donner naissance à un appareil temporaire spécialisé dans la lutte armée qui, sans reproduire le modèle de l'armée bourgeoise, ne peut atteindre une efficacité suffisante sans être centralisé et discipliné.

Pourtant nécessaire en cas de guerre civile ou d'intervention extérieure, cet appareil militaire est un grand danger et des précautions doivent être prises contre lui:

- il doit toujours rester sous le contrôle des organisations syndicales, à tous les échelons, pour les questions non purement militaires,
- il ne doit pas avoir le monopole de la force armée, sinon des expériences analogues au bonapartisme ou à la dictature militaire de Cromwell pourraient advenir à la jeune révolution, c'est-à-dire que dans les entreprises les organismes de base du prolétariat doivent demeurer armés. Ainsi l'armée créée pour faire triompher la révolution ne pourra se retourner contre son origine et donner naissance à une nouvelle exploitation et une nouvelle oppression.

En outre, la gestion, l'échange et la distribution doivent demeurer directement sous le contrôle du mouvement ouvrier organisé dans des syndicats (1). Resté armé et fort du pouvoir économique, le mouvement ouvrier, après la pause due à la lutte armée, pourra reprendre sa marche vers le socialisme.

En ce qui concerne l'intervention extérieure, probable, et pouvant venir soit du capitalisme, soit du collectivisme d'Etat, il faut tenir compte des faits suivants:

- l'imbrication croissante des économies sur le plan international rend plus difficiles des représailles efficaces, celles-ci remettant en cause l'équilibre économique des nations qui s'y livraient;

Notons que les conceptions de P. Besnard étaient présentes à l'esprit de chaque militant de la C.N.T. espagnole, lesquels avaient commencé dès avant 1930 à organiser un contrôle syndical de la production, fait qui explique en partie la réussite des collectivisations industrielles et agricoles de la révolution.

(1) Une étude sur la révolution espagnole (F. Mintz, "L'autogestion dans la révolution espagnole") démontre le processus suivant: à l'inverse de la Russie ou des conseils se forment et se fédèrent spontanément parce qu'il n'existe pas d'organisation syndicale importante, en Espagne l'organisation spontanée du prolétariat lors du choc révolutionnaire se fait à travers l'organisation syndicale révolutionnaire, les conseils s'intègrent à sa structure et la renforcent.

- les causes qui ont provoqué la crise dans une région donnée se retrouvent à des degrés divers dans les régions voisines et le bouleversement peut faire tache d'huile d'autant mieux que le mouvement ouvrier se sera mieux organisé internationalement.

En tous les cas, le mouvement syndical révolutionnaire doit éviter toute pratique putschiste et chercher surtout à convaincre: de plus, une certaine prudence tactique est nécessaire car un mouvement avorté et réprimé fait reculer le prolétariat de nombreuses années; seules des chances suffisantes de victoire peuvent permettre aux responsables d'engager l'organisation dans la lutte révolutionnaire.

Aujourd'hui, les conditions ne sont pas réunies et un long travail de clarification théorique, de pratique de l'action directe et d'organisation à l'échelon international pourra permettre au mouvement ouvrier de reprendre l'initiative dans son combat contre le capital.

LE PROJET LIBERTAIRE

"Quand donc les hommes ... comprendront-ils que ce qu'on appelle intérêts généraux n'étant que l'ensemble des intérêts individuels, les diverses manifestations de la 'chose publique' peuvent être accomplies individuellement et qu'ainsi, avec la nécessité, se trouve établie la possibilité de supprimer les gouvernements!"
F. Pelloutier, "Almanach de la question sociale" (1897).

"Sans prévoir dans le détail les institutions de la société socialiste, nous pensons que celle-ci devra comporter un certain nombre de caractéristiques, sous peine d'être dénaturée:

- a) Structures économiques. Propriété collective des moyens de production et d'échange, liés entre eux en une fédération agricole et industrielle - régionale, nationale et internationale - et gérés par l'ensemble des producteurs; suppression du salariat et du patronat; établissement d'une économie distributive;
- b) Structures administratives et sociales. Fédération des unités territoriales, foyers de coordination et non plus centres de décision autoritaire, gestion directe par les citoyens à tous les niveaux;
- c) Structures régulatrices. Confédération aux différents niveaux des fédérations agrico-industrielles et des fédérations territoriales."

"Manifeste de l'Alliance syndicaliste".

I - INDIVIDU ET SOCIETE

Lorsque le mouvement ouvrier s'organise et lutte contre l'exploitation et l'oppression capitalistes, il se forge un outil pour la revendication et la lutte: le syndicat. Il se forge aussi une idéologie (bien sûr de façon non consciente) qu'il oppose à l'idéologie secrétée par la classe dominante. Il remet ainsi en question et dénonce les manifestations importantes mais secondaires du capitalisme (hiérarchie des salaires et donc des fonctions, dévaluation du travail manuel, etc.).

Incontestablement, la démarche première des révolutionnaires est une démarche humaniste. C'est ainsi que le principe de solidarité est à la base de l'idée libertaire.

"... l'influence naturelle que les hommes exercent les uns sur les autres ... est la base même, matérielle, intellectuelle et morale, de l'humaine solidarité. L'individu humain, produit de la

solidarité, c'est-à-dire de la société, tout en restant soumis à ses lois naturelles, peut bien, sous l'influence de sentiments venus de dehors, et notamment d'une société étrangère, réagir contre elle jusqu'à un certain degré, mais il ne saurait en sortir sans se placer aussitôt dans un autre milieu solidaire et sans y subir aussitôt de nouvelles influences. Car, pour l'homme, la vie en dehors de toute société et de toutes les influences humaines, l'isolement absolu, c'est la mort intellectuelle, morale et matérielle aussi. La solidarité est non le produit, mais la mère de l'individualité et la personnalité humaine ne peut naître et se développer que dans l'humaine société."

(Bakounine, "Oeuvres", tome V, p.159-69.)

Le mouvement syndicaliste libertaire, issu de la Première Internationale, proclamait la solidarité de classe, la solidarité ouvrière.

Deux principes guident donc le prolétariat dans son élaboration de la société future: Primauté de la solidarité, primauté des producteurs.

Il est à noter que du point de vue de l'analyse de l'influence de la société sur les individus, les travaux des sociologues et de l'école psychanalyste ont permis de faire des progrès: ils peuvent nous donner des arguments supplémentaires dans la lutte des idées dans la construction du socialisme, en nous apportant "l'aval de la science".

Dans son effort, le mouvement ouvrier cherche à détruire des mythes qui se sont fait jour dans la tête de certains philosophes, et que l'idéologie dominante répond à pleins tonneaux.

Le "Contrat social"

"Ce fut une grande erreur de la part de J.J. Rousseau d'avoir pensé que la société primitive ait été établie par un contrat libre, formé par des sauvages ... c'est-à-dire un contrat sans parole et par conséquent sans pensée et sans volonté - un révoltant non-sens! ...

"Donc, selon ce système, la société humaine ne commence qu'avec la conclusion du contrat. Mais qu'est-ce alors que cette société? C'est la pure et logique réalisation du contrat avec toutes ses dispositions et conséquences législatives et pratiques, c'est l'Etat."

(Bakounine, "Oeuvres", Tome I, p.145.)

Le gouvernement des meilleurs

"Selon nous, de toutes les aristocraties qui ont opprimé chacune à son tour et quelquefois toutes ensemble la société humaine, cette soi-disant aristocratie de l'intelligence est la plus odieuse, la plus méprisable, la plus impertinente et la plus oppressive. L'aristocratie nobiliaire nous dit: "Vous êtes un fort galant homme, mais vous n'êtes pas né noble!" C'est une injure qu'on peut encore supporter. L'aristocratie du capital vous connaît toutes sortes de mérites, "mais, ajoute-t-il, vous n'avez pas le sou!" C'est également supportable ... Mais l'aristocratie d'intelligence nous dit: "Vous ne savez rien, vous ne comprenez rien, vous êtes un âne, et moi homme intelligent, je dcis vous bâter et vous conduire". Voilà qui est intolérable."

(Bakounine, "Oeuvres", Tome V, p.129.)

La lutte idéologique

Ces deux exemples pour montrer que le mouvement ouvrier ne se laisse pas entraîner sur les entiers boueux des idéologies.

Dans son élaboration d'une société libertaire, il est capable de les balayer. C'est pourquoi nous ne devons pas nous laisser impressionner par des institutions réputées utiles ou "inévitables".

Sans nous livrer à de grandes déclarations sur la place de l'individu dans la société future, nous savons que nous devons d'abord combattre toutes les idées reçues.

II - L'ETAT

C'est par sa théorie de l'Etat que l'anarcho-syndicalisme se distingue - et s'oppose - le plus aux autres courants socialistes. Une compréhension juste du phénomène de l'Etat est un instrument indispensable, car elle détermine à la fois les forces d'organisation et toute la stratégie révolutionnaire, selon que l'on considère que l'Etat peut jouer ou non un rôle révolutionnaire.

Historiquement, l'Etat a rempli dans le passé des fonctions sociales nécessaires (1), la concentration de la propriété et les antagonismes qu'elle suscite entre travail et capital entraînent la coalition des possédants contre les non-possédants, accroît l'inégalité des classes et provoque la constitution d'une force publique de répression: l'Etat. C'est à la fois une réponse à l'instabilité sociale résultant des contradictions économiques et l'expression de l'appropriation des forces collectives de la société. Face aux contradictions insurmontables du capitalisme laissé à son propre développement cahotique, il devient nécessaire d'organiser une force publique en vue de maintenir les classes dominantes et d'assurer la défense des hiérarchies et des priviléges. L'existence de l'Etat comme force répressive est fondée sur l'inégalité économique et sur les formes sociales de la propriété capitaliste. Les caractères de l'Etat procèdent des forces économiques et des rapports sociaux.

La conclusion de cette critique ne peut être une simple révision des formes politiques mais une mutation fondamentale des rapports socio-économiques, car l'Etat est à la société ce que le capital est au travail.

Si l'Etat a une puissance, il ne la tient pas, à l'origine, de lui-même mais de la société et des structures socio-économiques dont il est le reflet. N'ayant pas toujours existé, il n'est qu'une forme transitoire caractéristique d'une époque du développement social qui est appelé à être dépassée et remplacée par une autre forme d'organisation de la société.

(1) L'Etat, "monopole de l'usage légal de la force sur un territoire donné", c'est-à-dire à l'époque le pouvoir militaire des nobles, a usurpé une "possibilité" d'organisation publique basée sur les communes libres (cf. "L'Entraide" de Kropotkine). L'erreur est de penser que parce que cela s'est produit, c'était nécessaire. Deux types d'organisation sociale et politique se combattaient à la fin du Moyen Age: les communes villageoises et citadines libres et fédérées, par exemple la Ligue hanséatique, les cantons suisses originels (Uri, etc.), les ligues grisonnes, et l'Etat monarchique centralisateur. C'est au cours de ce qu'on appelle les guerres de religion, particulièrement la guerre de Trente Ans, que l'Etat monarchique a pu asseoir son pouvoir par la victoire militaire.

Etant une aliénation et une appropriation de la force collective (1) il ne peut, sous peine de disparaître, cesser de s'approprier la force collective. Sa nature même le pousse à se renforcer et à absorber les forces de la collectivité. Il est animé d'une nécessité intérieure à l'accaparement, à la centralisation, et ce mouvement de centralisation une fois commencé tend à croître, à envahir toute la société.

Cette tendance à la concentration est liée à l'antagonisme des classes, l'Etat n'est que la confirmation de ce conflit. Lutte de classe et Etat sont en réciprocité dialectique et le mouvement de centralisation exprime et renforce l'inégalité sociale.

Le caractère contre-révolutionnaire de l'Etat n'est pas seulement lié à la classe dominante - la bourgeoisie - qui exerce le pouvoir, il est lié à sa nature même. L'Etat centralisé tend à étouffer toute possibilité de changement. Ni les intentions particulières des gouvernants, ni les retouches faites à l'édifice gouvernemental ne peuvent modifier cette nécessité interne faisant de l'Etat une force contre-révolutionnaire.

En régime capitaliste, l'approfondissement des contradictions économiques et des conflits sociaux ne peut que provoquer l'accroissement des pouvoirs politiques destinés à combattre les menaces de guerre sociale. Mais le renforcement de l'Etat produit à son tour le renforcement des contradictions sociales.

Avec le développement du capitalisme et des contradictions économiques, l'Etat est amené à étendre son rôle. Sa nature se transforme peu à peu de force de répression, il devient agent de gestion et d'administration. Cette fonction sert les intérêts du capitalisme dans la mesure où elle permet de résoudre provisoirement ses contradictions, dans la mesure aussi où l'Etat prend en charge les secteurs déficitaires de l'économie, que les capitalistes délaissent, mais qu'il est indispensable de maintenir sous peine de crise. Ce rôle croissant dans la gestion économique accroît le pouvoir d'Etat: dans la même proportion où son rôle dans les rapports de production s'étend, l'Etat tend relativement à s'autonomiser par rapport à la classe dominante capitaliste; c'est-à-dire que le rapport de subordination du pouvoir politique au pouvoir économique tend à se relâcher. Ce processus d'autonomisation trouve sa limite extrême dans le fascisme (2) où l'Etat a un contrôle total sur la production économique mais où les capitalistes conservent la propriété des moyens de production, touchent les dividendes, sans cependant avoir pratiquement la possibilité de gérer eux-mêmes leurs entreprises. C'est un cas limite, évidemment.

(1) "... si la force de collectivité est originellement immanente à la société et n'émane que de l'activité sociale, elle peut être appropriée, détournée de sa source. Précisément parce que la force collective s'est pas une réalité tangible mais une oeuvre incessamment recréée par les hommes organisés, elle peut être accaparée, aliénée, arrachée à ceux mêmes qui en sont les auteurs." (P. Ansart, "Sociologie de Proudhon", p.103.)

(2) Dans "La révolution sociale ou la dictature militaire", texte rédigé à partir du 29 septembre 1870 et refondu plus tard dans "L'Empire knouto-germanique", Bakounine montre déjà comment et dans quelles circonstances la classe bourgeoise n'hésite pas à

En régime capitaliste, l'automisation relative de l'Etat a ses limites, et ces limites sont déterminées précisément par le maintien de la propriété privée des moyens de production.

Dans le cas du socialisme d'Etat, la propriété privée n'existe pas. C'est l'Etat qui centralise la gestion de l'économie entre ses mains: c'est le propriétaire des moyens de production (1). Il y a coïncidence complète entre le pouvoir économique et le pouvoir politique. Alors que, dans le système capitaliste, la propriété privée constitue un frein à l'autonomisation de l'Etat par rapport à la société, sous le socialisme d'Etat ce frein n'existe pas. Détenant la totalité du pouvoir économique et politique, l'Etat est entièrement autonome s'il réussit à s'affranchir de tout contrôle des travailleurs. Or, on sait que cet affranchissement n'est pas difficile quand on concentre tout le pouvoir dans les mains de l'Etat ... et de sa police. Ainsi, fort de ce pouvoir économique qu'il contrôle entièrement - bien que de façon différente de la bourgeoisie en régime capitaliste - fort aussi de son indépendance politique, le personnel de l'appareil d'Etat se trouve dans des conditions favorables pour se reconstituer en classe dominante.

Ce processus ne tient pas à la "méchanceté" originelle des gouvernants, il tient aux fausses conceptions qui appellent de fausses solutions au problème de l'édification du socialisme.

C'est pourquoi nous pensons que l'Etat bourgeois doit être détruit et immédiatement remplacé non par un "Etat prolétarien", qui est une contradiction dans les termes, mais par une organisation fédéraliste de la société assurant la propriété sociale des moyens de production et l'autogestion.

s'exproprier politiquement en "renonçant à sa liberté au nom du salut de sa bourse".

L'extrait suivant nous paraît remarquable: "Adorant la république d'un amour platonique, mais doutant de sa possibilité ou du moins de sa durée, le bourgeois tend toujours à s'en remettre sous la protection d'une dictature militaire qu'il déteste, qui le froisse, l'humilie et qui finit toujours par le ruiner tôt ou tard, mais qui lui offre au moins toutes les conditions de la force et de l'ordre public."

- (1) "La propriété de classe qui en Russie est un fait ne résulte certainement d'aucun acte notarié. La nouvelle classe exploiteuse soviétique n'a pas besoin de ces balivernes. Elle a la force de l'Etat en main et cela vaut beaucoup plus que les vieux enregistrements de la bourgeoisie. Elle sauvegarde sa propriété avec des mitrailleuses et non pas des actes notariés."

(Rizzi, "La bureaucratisation du monde", Paris, 1939, p.49.)

III - LE FEDERALISME ET L'AUTOGESTION SOCIALISTE

"Nous comprenons l'organisation sociale aussi bien nationale qu'internationale dans le sens et sous la forme de grandes confédérations syndicales paysannes, culturelles et municipales qui auront à charge la représentation de tous, sans avoir d'autre pouvoir exécutif que celui qui leur sera confié, dans chaque cas, par les organismes de base fédérés. L'esprit de liberté des peuples ne peut trouver son expression complète que dans une organisation de type fédéraliste qui établisse les limites de la liberté de chacun et en même temps, garantisse la liberté de tous." L'Association syndicaliste libertaire de Cuba - la Havana, 1960.

L'autogestion - gestion collective directe et coordonnée sur une base fédérative des moyens de production, d'échange, de distribution et des services, sous le régime de la propriété collective et indivise et non pas privée et étatique - ne trouvera son plein développement et son accomplissement définitif que par une organisation sociale liant entre elles les unités de base autogestionnaires.

C'est en effet dans le domaine de la "macroéconomie" que les vrais problèmes se poseront: alors que la gestion d'une entreprise par des conseils de travailleurs (possibilité depuis longtemps vérifiée par le mouvement corporatif, malgré tous ses inconvénients) est concevable assez facilement, les problèmes posés par l'économie moderne exigeront la mobilisation de toute l'énergie du mouvement syndical pour résoudre: définition des besoins en dehors d'une économie marchande, circulation non monétaire - au sens capitaliste - des marchandises; détermination d'une rentabilité suffisante et maintien des secteurs socialement utiles mais déficitaires.

Les tentatives autogestionnaires existant aujourd'hui sont des entreprises gérées par les travailleurs s'inscrivant à l'intérieur d'une économie marchande, c'est-à-dire achetant des matières premières et vendant des produits finis, économie planifiée par une administration d'Etat qui assurent la bonne marche du système à l'aide de subventions diverses. Nous pensons que ce système est un progrès par rapport au système capitaliste et au collectivisme d'Etat.

Mais l'expérience montre, en Yougoslavie comme en Algérie, que ce système n'est pas stable: les "autogestionnaires" tentent de dépasser l'entreprise et de s'organiser eux-mêmes directement, de la même manière que l'appareil d'Etat tente de s'introduire à l'intérieur des entreprises en intervenant par exemple dans la nomination des directeurs, la détermination des règlements intérieurs, etc... Autogestion et organisation étatique de la société sont en contradiction l'une devant sa force à l'écrasement de l'autre.

L'autogestion ne peut trouver sa véritable dimension que par l'organisation entre les diverses entreprises autogérées de liens économiques d'échange aux différents stades de la production: ce sont les fédérations d'industrie nationales et internationales.

De la même manière que les entreprises d'une même région établissent entre elles des statistiques, des prévisions et l'allocation sociale des produits finis, c'est l'Union départementale, régionale, nationale et internationale. Fédéralisme et autogestion sont liés, le premier est l'aspect juridique de la seconde; ce sont les moyens pratiques de la solidarité, de la responsabilité et de la liberté.

Chaque ville, chaque région, chaque entreprise, chaque industrie se gère elle-même au moyen de cellules de base permettant la démocratie directe, et n'abandonne une partie de sa souveraineté que pour résoudre les problèmes qui la lient aux autres cellules de base, créant ainsi de proche en proche des liens fédératifs couvrant la terre entière.

a) L'usine: unité de production industrielle

Cet exemple comme ceux qui le suivent s'inscrit dans le cadre d'une société réellement socialiste, c'est-à-dire que les institutions comme les rapports sociaux ont changé.

L'autogestion implique une industrie décentralisée en unités de production de taille réduite, dans lesquelles les tâches seraient recomposées. Les divers travaux, y compris la coordination et le fonctionnement de l'entreprise sont du ressort d'un conseil de délégués élus, mandatés, contrôlés et révocables par chaque équipe. Le conseil a la responsabilité d'assurer l'harmonisation de l'activité de l'entreprise par rapport aux orientations définies par le plan, au niveau de la branche d'industrie d'une part et de la zone géographique d'autre part, concernées par ses produits et ses nuisances éventuelles (participation du conseil de l'entreprise au conseil de branche et aux Unions locales et régionales). La démocratie ne pourra être vraiment atteinte que par la plus grande information possible.

b) La production agricole

L'évolution constatée actuellement des techniques agricoles exploitant les sols d'une façon intensive (monoculture, utilisation massive d'engrais et de pesticides, gigantisme des exploitations) conduit à court terme à l'épuisement des sols; pendant la période de développement de ce type d'agriculture, on a transformé en désert une surface deux fois plus grande que celle qui a été fertilisée.

Dans une société libertaire, les paysans, confrontés directement aux consommateurs de leurs produits dans les organes de coordination locaux ou régionaux, redécouvriront leur fonction sociale (fourniture de nourriture saine en conservant l'équilibre écologique) et les nouvelles techniques qui permettent de l'accomplir.

La socialisation des terres signifie que c'est la collectivité locale paysanne qui est seule responsable de la répartition des tâches sur son territoire. C'est de cette façon et non par décret, que les paysans eux-mêmes (ouvriers agricoles, métayers et petits exploitants actuels) feront disparaître la propriété privée. Notons en effet qu'une des craintes des petits propriétaires terriens est qu'on leur prenne la terre, ce qui est fort éloigné des intentions fondamentales du mouvement ouvrier.

c) La production de l'énergie

L'autogestion implique que les collectivités de base soient maîtresses de leur politique de l'énergie, donc que la production en soit décentralisée. En effet tout système de production centralisé - et en particulier de l'énergie - aussi démocratiquement planifié soit-il, serait une possibilité offerte à ceux qui voudraient reconstituer objectivement un pouvoir central.

Techniquement, un tel choix offre des avantages décisifs: diversification des sources d'énergie en fonction des conditions locales;

centrales thermiques près des zones d'extraction; système magnéto-hydrodynamique (permettant un rendement très élevé et une faible pollution) envisagé pour le chauffage d'agglomérations urbaines, pile à combustible, énergie géothermique; enfin énergie solaire, sans doute la meilleure solution, utilisable quelle que soit la capacité de production recherchée, particulièrement adaptée au tiers-monde.

En outre, les utilisateurs étant responsables de la fourniture, on est en droit de penser qu'on obtiendra une meilleure adaptation, d'une part aux besoins réels, d'autre part à l'environnement, et en conséquence une diminution du gaspillage; le doublement actuel de la production d'énergie tous les dix ans (128 fois en 70 ans) sera sérieusement remis en cause.

IV - LA SOCIETE LIBERTAIRE

On pourrait donc résumer le projet syndicaliste libertaire par:

- socialisation des moyens de production, d'échange, de distribution, des services et de culture; ces moyens sont placés sous la responsabilité collective de ceux qui les utilisent; le droit de propriété est remplacé par le droit d'utilisation et de jouissance; il n'y a donc pas, sauf pour les objets personnels, de possibilité de transmission par héritage, ni d'accumulation de biens.
- autogestion; quel que soit le niveau de prise de décision, celle-ci doit être la résultante de la volonté de l'ensemble de ceux qui sont directement concernés par l'application de cette décision.
- fédéralisme; remplacement de l'appareil centralisé, autoritaire et répressif appelé "Etat" par une organisation publique bâtie sur des liens dédératifs verticaux par industrie et horizontaux par zone géographique entre les structures de base. Toute forme de structure centrale qui serait autre chose qu'une mémoire collective des faits socio-économiques passés ou présents et qu'un instrument de coordination ou d'animation au service des collectivités de base tendrait à recréer une nouvelle exploitation et une nouvelle oppression au profit d'un minorité.

La confrontation et l'imbrication des responsabilités sera assurée à tous les niveaux par une structure fédéraliste de type syndical.

V - CONCLUSION

A la lecture de ce qui précède, certains ne manqueront pas de nous accuser de "faire bouillir prématurément les marmites de l'avenir". Ils diront que les travailleurs doivent éviter de perdre leur temps dans des considérations utopiques. Inversément, d'autres n'hésiteront pas à affirmer que par ses contradictions propres, le mode de production capitaliste accouchera inévitablement du socialisme. Les premiers s'en remettent à la spontanéité absolue du mouvement ouvrier quelle que soit son expérience historique, les seconds à un socialisme messianique. Ce sont là deux écueils à éviter.

Si les anarcho-syndicalistes considèrent que le projet socialiste naît incontestablement de la réalité historique du mouvement ouvrier, qu'il pose la question de l'organisation de la production dans une société expurgée de l'exploitation de l'homme par l'homme, ils pensent aussi que le socialisme ne peut passer sous silence la globalité des rapports sociaux.

Nous allons donner d'autres exemples destinés à montrer que le mouvement syndicaliste libertaire a su intégrer des questions non purement "économiques".

- L'"Ecole Moderne" fondée par Francisco Ferrer, qui comptait plus de cent établissements vers 1900, avait mis en pratique un enseignement libertaire dirigé vers les enfants des travailleurs espagnols.
- Certaines parties de l'oeuvre de W. Reich (il avait tenté de créer des centres de consultation dans les quartiers populaires) pourraient être utiles au mouvement ouvrier dans son effort d'élaboration du socialisme (famille, sexualité).
- Actuellement, des scientifiques posent dans une certaine mesure le problème de la survie en des termes qui reprennent les thèmes fédéralistes. Ainsi, on peut lire dans "Plan pour la survie", prenant en compte les travaux récents du M.I.T. (Massachusetts Institute of Technology), signé par trente trois savants et paru dans la revue anglaise "The Ecologist": "Décentralisation à tous les niveaux de la politique et de l'économie".
- Enfin, qu'on lise les résolutions du congrès de la C.N.T. d'Espagne en 1936 à Saragosse (avant le soulèvement franquiste). On y verra aborder par le mouvement ouvrier des problèmes tels que la sexualité, le rôle de la femme, le contenu de l'enseignement ...

En effet, parce que la classe ouvrière vit toutes les contradictions des rapports sociaux capitalistes, les anarcho-syndicalistes ont toujours limité à elle seule, pour qu'elle se reconnaîsse, le rôle de sujet capable d'une pensée et d'une action autonomes. Dans leur combat pour le socialisme autogestionnaire, les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes, sur leurs propres forces d'organisation et de création.

Seule l'action directe permet aux travailleurs de réaliser leur émancipation globale.

DOCUMENT SUR LA CREATION D'UNE MONNAIE SOCIALISTE (Syndicat des Textiles, Barcelone, 1936)

EXEMPLE DE REFORME MONETAIRE ET SCHEMA DE LA CIRCULATION FIDUCIAIRE DANS UNE ECONOMIE SOCIALE (Ce projet fut rédigé, fin 1936, par des ingénieurs et des ouvriers cénétistes de l'industrie textile de Catalogne.)

La première étape de la révolution actuelle sera une révolution économique et monétaire, ou ne sera pas la révolution. La modification du système monétaire est aussi importante que la mise en ordre de l'économie si nous voulons une transformation biologique et viable de la société.

Le système monétaire est un système de mesure et de comparaison de la valeur des choses, exactement comme le système métrique est un système de mesure et de comparaison des dimensions des choses.

La suppression de la monnaie n'est donc pas possible dans une société organisée, puisque la nécessité de comparer les choses et de les échanger est évidente pour l'homme, y compris le solitaire.

Comme tous les systèmes de mesure et de comparaison, le système monétaire repose sur une Base Arbitraire. C'est ce fondement arbitraire du système monétaire qu'il est possible de changer ou de réformer radicalement, exactement comme la base arbitraire du

système métrique a remplacé, dans certains pays, la base arbitraire des systèmes de mesure et de comparaison des dimensions des objets en vigueur avant la Révolution Française.

Il faut comprendre que remplacer le système monétaire actuel par un système de bons n'est pas supprimer la monnaie; c'est simplement en remplacer la base arbitraire actuelle par un autre base arbitraire d'échange. Peut-on croire sérieusement que des bons - forcément différents pour chacun des usages auxquels ils sont destinés - peuvent remplacer avec succès le système monétaire et financer actuel, presque parfait, considéré comme une science de la mesure de la valeur des choses, si l'intervention des passions humaines ne jouait pas continuellement? Il est nécessaire de comprendre que le système monétaire et financier actuel doit être réformé dans un sens qui lui conserve tous ses avantages, résultant des expériences économiques de nombreuses générations humaines et qui fasse disparaître autant que possible ses défauts que le machinisme a mis clairement en évidence.

Le système monétaire actuel ne peut tenir compte de la production chaque jour plus grande de la technique moderne, premièrement parce qu'il manque de réserves d'or, et ensuite à cause de l'accaparement individuel - et durant de longues périodes - de réserves importantes d'or et de devises.

Il faut, avec les mêmes réserves d'or existant actuellement construire un système monétaire plus souple. La révolution économico-sociale que nous impose le machinisme ne sera pas un fait humainement possible tant qu'on ne comprendra pas que pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, la production dépasse tellement la consommation permise par nos finances actuelles, que le déséquilibre économico-social naît du fait de vouloir conserver un système monétaire tel que, pour permettre la consommation normale des richesses produites et accumulées, il faudrait des réserves d'or, ou d'autres métaux précieux, en quantité si grande qu'il est impossible de penser à leur existence.

Il faut un système monétaire qui, par la rapidité du signe monétaire et par l'automatisme quasi instantané des compensations bancaires, permette la garantie financière minimum nécessaire, et cela avec les seules réserves actuelles d'or et de métaux précieux.

La réforme monétaire radicale - qui permettrait donc à la fois de détruire la cause principale du capitalisme et de construire une économie saine et forte dans ses bases - doit être fondée sur la séparation pratique et effective de ces deux conceptions: moyens de consommation et moyens de production.

La destruction du pouvoir fétiche de l'argent ne sera pas un fait tant que le système monétaire en vigueur ne nous obligera pas tous à comprendre cette distinction des conceptions que nous imposent les instincts primitifs de l'homme et la complexité de l'économie moderne. L'instinct de propriété chez l'homme est lié à sa nature: il est nécessaire de favoriser la satisfaction de cet instinct par les moyens de consommation qui lui sont indispensables pour réaliser pleinement sa liberté humaine; et renforcer la tendance, innée en lui, de mettre en commun les moyens de production afin d'obtenir un rendement plus élevé.

Toutes les réserves d'or et de métaux précieux existantes étant mises à la disposition de la Nouvelle Economie Sociale, elles représenteront la garantie internationale du système fiduciaire qu'impose la séparation pratique et effective, signalée plus haut, des causes et des effets sociaux de la production et de la consommation.

Sur la réserve d'or et de métaux précieux que les contingences de la guerre et de la Révolution laissent aux mains des peuples ibériques, il faut créer le système fiduciaire suivant: différent en ce qui concerne la manipulation des moyens et des instruments de production et en ce qui concerne l'achat de l'usufruit de la propriété et des moyens de consommation, mais unique en ce qui concerne sa valeur relative d'échange.

1. Monnaie de consommation

Elle facilitera la libre manipulation, l'achat, le paiement et l'usufruit de la propriété et des moyens de consommation, et elle sera l'instrument de la conquête du pouvoir économique minimum pour tous et chacun des individus libres, le salaire familial et les primes à la production données éventuellement étant payés en monnaie de consommation.

La monnaie de consommation aura une circulation monétaire visible et uniforme sous la forme de papier-monnaie de valeur variable selon le temps dans le but de stimuler la consommation et d'éviter la thésaurisation sans détruire l'épargne personnelle et familiale.

Le papier-monnaie de consommation sera diminué, par périodes, d'un pourcentage annuel ou trimestriel à fixer selon que les émissions de billets seront annuelles ou trimestrielles.

Le papier-monnaie de consommation permettra seulement l'échange de la production et des moyens de consommation, à l'exclusion absolue des moyens et instruments de production.

La valeur réelle du papier-monnaie de consommation sera fixée et convertie immédiatement en monnaie de production à son retour dans le cycle de la production: industries de consommation, services sanitaires et culturels, caisses de sécurité personnelles, commerce de détail, transport de personnel et de matériel. Le signe monétaire sera radicalement neutralisé et détruit une fois exécutées les diverses compensations bancaires en monnaie de production.

Chaque année, selon l'indice de richesse collective du pays et les possibilités de la production, la quantité totale et maximum de la propriété personnelle et familiale de consommation sera fixée, et il sera dressé une liste des moyens de consommation qui pourront être normalement et librement manipulés et utilisés avec le papier-monnaie de consommation.

La manipulation des capitaux de consommation sera libre, leur possession permettra seulement la consommation dans la Nouvelle Economie Sociale.

2. Monnaie de production

Ce sera l'unité d'échange pour toutes les transactions industrielles, commerciales, financières et bancaires des moyens de production, sans absolument aucune exception.

La monnaie-unité de production n'aura pas de circulation monétaire visible et uniforme, mais sa valeur sera constante et fixe, et elle ne sera sujette à aucune spéculation.

L'usage de la monnaie de production sera obligatoire pour toutes les transactions des moyens de production, au moyen d'estimations écrites (chèques, lettres, etc., etc.) signées par les syndicats professionnels, vendeur et acheteur, et contrôlées par leur service bancaire, selon les normes bancaires générales.

Toutes les compensations bancaires se feront normalement et par les procédés les plus rapides, selon la loi de comptabilité bancaire de la Nouvelle Economie Sociale.

La manipulation des capitaux de production sera nécessairement et totalement aux mains des syndicats professionnels, et on n'en permettra l'utilisation à aucune autre personne naturelle ou juridique, si ce n'est aux services économiques des organismes politiques, sociaux et judiciaires strictement nécessaires à la nouvelle société.

3. Sur le marché international, la base du Commerce Extérieur sera l'échange, et l'or et les autres métaux précieux seront dans tous les cas considérés comme marchandise d'échange, jusqu'à la création d'une monnaie internationale.

BIBLIOGRAPHIE

- Guérin, Daniel, Ni Dieu, Ni Maître, Vol.I \$4.20, II,III,IV \$3.50
L'Anarchisme, \$3.00
- Bakounine, Oeuvres, I \$5.00
De la Guerre à la commune, \$12.25
- Ribeill, Georges, Marx/Bakounine: Socialisme autoritaire ou libertaire?, \$5.60
- Castoriadis, L'Expérience du mouvement ouvrier: Comment Lutter,
I,II ch. \$3.90
La Société bureaucratique: Les rapports de production en Russe, I \$3.55, II \$4.35
- Kropotkin, Oeuvres, \$6.00
- Mintz, L'Autogestion dans l'Espagne révolutionnaire, \$15.00
- Nicolas, A travers les révolutions espagnoles, \$3.95
- Proudhon, Oeuvres choisies, \$2.95
- Langlois, Défense et actualité de Proudhon, \$4.00
- Chauvey, Autogestion, \$2.95
- Rosanvallon, L'Age de l'autogestion, \$2.60
- Pierrot, Syndicalisme et révolution, \$1.00

(Livres disponible à la Librairie Alternative)

Toute personne intéressée à faire parti d'un groupe d'étude anarchiste peut le faire par l'intermédiaire de la Librairie Alternative Bookshop, 2033 St-Laurent.

Fonctionnant selon les principes libertaires de l'affinité et de l'anti-autoritarisme, les groupes d'études anarchistes ont pour but de réunir toutes les personnes qui veulent transformer la société par la base et ceci, en l'absence de tout parti ou avant-garde politique.

Chaque groupe d'étude est autonome et responsable de son fonctionnement interne, et regroupe entre 5 et 12 personnes.

Et toutes les personnes en dehors de Montréal qui voudraient mettre sur pied un groupe d'étude sont invité à le faire. Pour plus de renseignements, les camarades de la librairie peuvent fournir l'information pertinente.